

Vers une nouvelle « grande transformation »

Nicolas Colin*

DÉPUIS QUELQUES MOIS, LE MONDE ENTIER RELIT KARL Polanyi. Sa principale œuvre, *La grande transformation*, a été écrite en 1944 aux États-Unis, plusieurs années après sa fuite hors d'Europe face à la menace nazie. Il y analyse le passage de l'économie du XIX^e siècle (marquée par le système de l'étalon-or, le libre-échange et l'émergence des premiers secteurs industriels comme le textile et la sidérurgie) à l'économie fordiste du XX^e siècle (dominée par de grandes entreprises industrielles et la production de masse). Il y décrit aussi les tensions liées à cette transition douloureuse et ses lourdes conséquences politiques : la montée du fascisme et la guerre.

La pensée de Polanyi est souvent décrite, notamment à gauche, comme une critique au vitriol de l'idéologie du laissez-faire^[1]. Une autre perspective, tout aussi intéressante, consiste à réaliser que *La grande transformation*, dans la grande tradition de l'économie politique, est consacrée aux institutions qu'il fallait mettre en place au siècle dernier pour soutenir l'économie fordiste, apaiser les souffrances qu'elle infligeait aux travailleurs des premières chaînes d'assemblage, et ainsi rendre son développement plus soutenable et inclusif. La « grande transforma-

* **Nicolas Colin** est spécialiste du numérique, ancien haut fonctionnaire et cofondateur de la société d'investissement The Family.

[1] « Karl Polanyi for President », par Patrick Iber et Mike Konczal, *Dissent Magazine*, 23 mai 2016. Voir sur www.dissentmagazine.org



tion » en tant que telle est le processus douloureux auquel la société tout entière a dû se soumettre pour imaginer et mettre en place ces institutions adaptées à une nouvelle manière de produire et consommer.

La social-démocratie a joué un rôle central dans ce processus. Grâce à elle, au lieu de déboucher systématiquement sur des conflits et des révolutions, les rapports de force entre capitalistes et travailleurs ont pu s'appuyer sur des institutions comme la négociation collective ou la protection sociale. Les capitalistes ont ainsi pu s'enrichir plus sereinement, tandis que les travail-

leurs ont pu être enfin couverts contre les risques auxquels les exposait le mode de croissance fordiste. En réalisant la synthèse entre le libéralisme classique et le marxisme, la social-démocratie a rendu le capitalisme compatible avec le bon fonctionnement de la

démocratie libérale. Sa fonction institutionnelle, en tant que pensée et pratique politiques, a été de contenir le capitalisme pour le mettre au service du plus grand nombre.

Face aux excès et à la volatilité du capitalisme à l'âge de la production de masse, la social-démocratie a cherché à l'époque à « encastrier » (pour reprendre un terme polanyien) l'économie de marché dans les relations sociales. L'Etat moderne, qui a pris corps au XIX^e siècle, a été son principal instrument : la soumission du marché à l'Etat a permis de mieux défendre les intérêts des travailleurs. Les syndicats ont ensuite été sollicités pour étendre cette démarche d'encastrement à toute l'économie, branche par branche, entreprise par entreprise. La social-démocratie est ainsi parvenue à remporter la bataille idéologique ouverte par la crise infantile de l'économie fordiste (la crise économique des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale). En jouant un rôle clé dans la résolution de cette crise, elle a rendu possible l'émergence des classes moyennes et l'extraordinaire prospérité inclusive des Trente Glorieuses.

Mais une nouvelle « grande transformation » a eu lieu à partir des années 1970, ouvrant une nouvelle bataille. Celle-ci a été remportée, cette fois, par l'idéologie issue de la révolution conservatrice amorcée aux Etats-Unis dans les années 1960 [2],

[2] Voir *Before the Storm. Barry Goldwater and the Unmaking of the American Consensus*, par Rick Perlstein, Nation Books, [2001] 2009.

qui a imposé de nouvelles institutions : des marchés financiers plus larges et profonds, un marché du travail plus flexible, un abaissement des barrières commerciales sur les marchés de biens et de services, un système fiscal moins progressif, le repli des dispositifs de protection sociale et des services publics. Avec le passage d'un paradigme (l'économie fordiste, cet âge de l'automobile et de la production de masse) à un autre (que l'on pourrait qualifier d'âge de la stratégie d'entreprise^[3] et de la globalisation financière), le rapport de force entre les travailleurs et les capitalistes s'est à nouveau renversé, au profit des seconds.

Il ne faut pas chercher plus loin les raisons de la crise de la social-démocratie. Ses capacités transformatrices s'érodent dans un monde où les marges de manœuvre des Etats sont limitées par la mondialisation et où les syndicats ne sont plus que l'ombre d'eux-mêmes. La social-démocratie s'était épanouie dans le contexte institutionnel d'une économie fordiste en croissance. Depuis que cette économie est entrée en crise dans les années 1970, ses institutions se sont affaiblies. Les partis sociaux-démocrates ont été ébranlés par cette vague de durcissement du capitalisme.

La social-démocratie est aujourd'hui confrontée au défi de nouveaux bouleversements. Les événements des derniers mois, du Brexit à la victoire de Donald Trump (en passant par la guerre en Syrie et les tensions avec la Russie) rappellent les périodes de crise qui ont marqué les « grandes transformations » du siècle dernier. Face à la montée en puissance du numérique, les institutions héritées du passé semblent aussi impuissantes que l'étalon-or et le libre-échange du XIX^e siècle dans le contexte de la crise des années 1930. Elles n'apaisent pas la peur pour les emplois qui disparaissent, la peur de la précarité pour les travailleurs, la peur des plates-formes comme Uber ou Amazon, la peur d'être disqualifié dans une économie de plus en plus globale et inégalitaire. Alors que nous entrons dans un nouvel âge, celui de l'informatique personnelle et des réseaux, les inquiétudes se multiplient. Dans ce contexte tendu, la social-démocratie, déjà fragilisée par la révolution conservatrice, est plus que jamais confrontée au défi de sa propre transformation. Elle peut se remettre à niveau et tirer parti de la transition à l'œuvre ; mais elle peut aussi bien échouer et disparaître pour de bon.

[3] *The Lords of Strategy. The Secret Intellectual History of the New Corporate World*, par Walter Kiechel III, Harvard Business School Press, 2010.



Les expériences de « triangulation » et de « troisième voie » des années 1990

Les sociaux-démocrates ne sont bien sûr pas restés passifs ces quatre dernières décennies. Les tentatives les plus abouties de remettre la social-démocratie au goût du jour ont été le fait des Anglo-Saxons. Confrontés directement à la déferlante de la révolution conservatrice, les démocrates américains et les travaillistes britanniques ont entamé à partir des années 1980 une longue traversée du désert, qui les a conduits à s'interroger sur leur héritage idéologique et sur la manière de reconquérir l'électorat des classes moyennes dans l'âge postfordiste de la stratégie d'entreprise et de la globalisation financière. Les New Democrats, qui ont porté Bill Clinton à la Maison Blanche en 1992, et le New Labour, emmené par Tony Blair à partir de 1994, ont formé l'avant-garde de cette contre-attaque sociale-démocrate.

**TOUT CHANGER POUR SERVIR LES MÊMES
OBJECTIFS POLITIQUES : C'EST BIEN CE TOUR
DE FORCE QUI, DANS LES ANNÉES 1980
ET 1990, A ÉTÉ RÉUSSI PAR LES GAUCHES
ANGLO-SAXONNES DES DEUX CÔTÉS
DE L'ATLANTIQUE**

Bien des préjugés doivent être dissipés sur leur tentative de transformer la social-démocratie.

La « triangulation », par exemple, théorisée par Dick Morris (conseiller de Bill Clinton), ou la « troisième voie », conceptualisée par Anthony Giddens (inspirateur de Tony Blair), sont devenues des bêtes noires symbolisant, aux yeux des critiques, l'opportunisme et la corruption morale des dirigeants politiques de centre-gauche. Pourtant, la rénovation du parti démocrate, puis du parti travailliste, n'a pas été un renoncement aux valeurs de ces vieilles organisations politiques. Elle a permis de s'extirper des lignes de clivage traditionnelles pour mieux réconcilier valeurs sociales-démocrates et aspirations de l'électorat.

Aux États-Unis, dès 1993, un des plus importants chantiers de politique publique a été la création d'une assurance maladie universelle sur le modèle des systèmes européens de protection sociale. La démarche a échoué du fait de maladresses et de l'opposition farouche de nombreuses parties prenantes^[4], mais sa mise en œuvre et les ressources considérables mobilisées à l'époque témoignent du fait qu'il s'agissait d'une priorité de premier plan. Les démocrates n'avaient pas reconquis la Maison Blanche pour gouverner dans la modération, mais pour achever le grand dessein économique et social du New Deal : garantir la sécurité économique et sociale de tous les Américains.

[4] *The Road to Nowhere. The Genesis of President Clinton's Plan for Health Security*, par Jacob S. Hacker, Princeton University Press, [1997] 1999.

Au Royaume-Uni, des slogans tels que « *Tough on crime, tough on the causes of crime* » montrent aussi qu'il s'agissait moins de modérer les positions que de faire bouger les lignes et de chercher un nouvel équilibre, à la fois conforme aux valeurs du Labour et en phase avec la majorité des électeurs. La vision des services publics était elle aussi éloquente : Tony Blair ne parlait pas de privatiser les services publics, mais d'améliorer leur qualité afin que les contribuables consentent à des hausses d'impôts pour les financer ^[5]. C'est cette priorité qu'il s'était fixée pour son deuxième mandat, d'ailleurs marqué par des investissements sans précédent dans le système de santé et le système éducatif ^[6].

Tout changer pour servir les mêmes objectifs politiques : c'est bien ce tour de force qui, dans les années 1980 et 1990, a été réussi par les gauches anglo-saxonnes des deux côtés de l'Atlantique. La vision de l'économie qu'avaient ces nouveaux sociaux-démocrates était en phase avec la réalité des années 1990 : mondialisation, développement du capitalisme financier, discontinuité croissante des parcours professionnels, érosion du pouvoir d'achat des classes moyennes, explosion du coût des soins pour les ménages, émergence de l'économie numérique. C'est cette coïncidence du discours avec la réalité qui a touché les électeurs et les a convaincus d'élire et de réélire les dirigeants incarnant cette mise à niveau postfordiste de la social-démocratie avec un nouveau discours, un nouveau référentiel et même un nouveau projet politique, à la fois fidèle au passé et tourné vers l'avenir.

Discrédit et assouplissement

Aujourd'hui, les nouveaux démocrates comme les nouveaux travaillistes ont été emportés par le discrédit et l'assouplissement. Le discrédit, c'est celui causé par l'intervention militaire en Irak (qui a effacé jusqu'au souvenir du bilan flatteur de Tony Blair et Gordon Brown) ou la proximité avec la finance (qui a tant handicapé Hillary Clinton dans son combat contre Donald Trump). L'assouplissement, c'est celui de dirigeants qui ont oublié à quel point la radicalité du projet politique était une composante centrale du succès des nouveaux démocrates et des nouveaux travaillistes des années 1990 : grâce à leur nouveau positionnement idéologique, ils pouvaient augmenter les impôts à condition d'améliorer la qualité des services publics ^[7] ; ils pouvaient privatiser certains services à condition

[5] « Comment réformer les services publics », par Tony Blair, *En temps réel. Cahier n° 9*, 2003. Voir sur www.entempsréal.com

[6] *Instruction to Deliver. Fighting to Transform Britain's Public Services*, par Michael Barber, Methuen Publishing Ltd, 2008.

[7] *Middle Class Dreams. The Politics and Power of the New American Majority*, par Stanley B. Greenberg, Yale University Press, [1995] 1996.



d'en créer de nouveaux pour répondre à des besoins jusqu'ici insatisfaits ; ils pouvaient simplifier la vie des entreprises tout en améliorant la protection sociale des ménages. En revanche, chaque fois que les sociaux-démocrates se sont laissé enfermer dans des débats unidimensionnels sur « plus ou moins d'impôts », « plus ou moins de protection sociale » ou « choisir entre les entreprises et les ménages », alors l'équation s'est révélée impossible à résoudre. Le seul moyen de retarder la défaite a été de s'abîmer dans un recentrage permanent, une course à la modération qui emmène vers l'ennui, l'inaction et, à l'arrivée, une désaffection durable des électeurs.

**LES MEMBRES DE L'ÉLITE SONT TOUJOURS
LES DERNIERS À PARTICIPER AUX DISCUSSIONS
SUR LES CHANGEMENTS DE PARADIGME.
INSTINCTIVEMENT, ILS SENTENT QU'ILS SERONT
ÉVINCÉS DE LEURS POSITIONS PRIVILÉGIÉES
ET DEVRONT LAISSER LEUR PLACE**

Les revers essuyés par la social-démocratie dans tous les pays (défaites cinglantes, démobilisation des militants, éclatement des partis) ont une explication très

simple : les grands partis sociaux-démocrates se sont amollis, ils sont restés bloqués dans une vision de l'économie datant des années 1990 et ont fini par devenir une caricature d'eux-mêmes, érigeant en dogme une version fossilisée de leur positionnement de l'époque. La triangulation a été réduite à un gadget, une technique de communication, une course sans fin vers le centre, plutôt que d'être utilisée comme un levier pour faire bouger les lignes idéologiques.

Dans ce contexte, le seul remède possible pour les électeurs et les militants a été de donner un grand coup de pied dans la fourmilière : d'où l'élection de Jeremy Corbyn à la tête du Labour au Royaume-Uni, le défi lancé par Bernie Sanders à Hillary Clinton aux Etats-Unis, la marginalisation du SPD en Allemagne et celle, apparemment imminente, du Parti socialiste en France. Dans le contexte de la transition numérique et de ses conséquences sur l'économie et l'emploi, les électeurs attendent de l'énergie et de la radicalité : de nouvelles têtes, des valeurs réaffirmées, des réponses aux besoins nouveaux et, surtout, un discours politique en phase avec leur condition et leur vie quotidienne.

La responsabilité des élites

Comme lors de chaque « grande transformation », les élites – ceux qui sont aux commandes – ont une lourde responsabi-

lité dans la situation actuelle. Elles sont solidaires de l'ordre établi, car protégées par les institutions en place. Elles ont donc beaucoup à perdre si ces institutions s'affaiblissent et sont remplacées par d'autres. C'est la raison pour laquelle les membres de l'élite sont toujours les derniers à participer aux discussions sur les changements de paradigme. Instinctivement, ils sentent que, quelle que soit l'issue de la transition à l'œuvre, ils seront évincés de leurs positions privilégiées et devront laisser la place à d'autres. Du coup, les citoyens ordinaires prennent de l'avance du simple fait de leur immersion quotidienne dans le nouveau paradigme : aujourd'hui, ils font leurs recherches sur Google, passent commande auprès d'Amazon, regardent des films et des séries sur Netflix, partagent des photographies sur Instagram, voyagent sur BlaBlaCar et séjournent dans des appartements loués sur Airbnb. Le fossé se creuse entre des élus qui se méfient de ce nouveau monde et cherchent à retarder son avènement et des électeurs qui vivent déjà dedans.

Une autre faute imputable aux élites est l'effacement des lignes de clivage entre la gauche et la droite. Quand l'économie est en phase de transition, cette opposition politique rencontre une autre ligne de clivage, qui divise chacun des deux camps. D'un côté, certains dirigeants regardent vers l'avenir et embrassent le nouveau paradigme. De l'autre, la majorité des membres de l'élite se défie de la transition et finit par former une coalition transpartisane et corporatiste vouée à la défense du statu quo. La différence entre la gauche et la droite s'estompe alors à toute vitesse, privant les électeurs du choix idéologique qu'est censée leur apporter la démocratie. Alors que la triangulation anglo-saxonne des années 1990 faisait bouger les lignes de clivage entre la gauche et la droite, le repli des élites des deux camps autour du statu quo les fait tout bonnement disparaître.

Dans ces conditions, il est logique que les électeurs aient l'impression qu'il n'y a plus beaucoup de différences entre la gauche et la droite et ne se reconnaissent plus dans les organisations politiques existantes. Une conséquence est le désintérêt croissant pour la politique et le renoncement à participer au processus électoral. Une autre conséquence est le fantasme, de plus en plus répandu, de renouer avec un passé mythique et de s'abstraire des problèmes et des rapports de force propres au monde d'aujourd'hui. De là vient la tentation du fascisme dans les périodes de transition : la passion de la restauration d'un ordre



ancien et d'une prospérité mythique (comme en témoigne la victoire de Donald Trump) ; le fantasme de dépasser le vieux clivage gauche-droite ; la tentation autoritaire face aux limites apparentes des régimes démocratiques dans les périodes de « grande transformation ». Cette tentation ne concerne pas seulement l'extrême droite : en France, chacun à leur manière, François Fillon comme Manuel Valls, entre autres, font écho à cette demande d'autorité qui caractérise les « grandes transformations ».

On voit d'ailleurs à quel point les dirigeants de gauche d'aujourd'hui ne savent plus où ils habitent. Toute l'histoire économique et sociale du quinquennat de François Hollande peut être réinterprétée à l'aune de ce décalage entre la vision de nos dirigeants et la réalité d'une économie en transition. Le pacte de compétitivité, ce sont des mesures qui convenaient à une économie en phase de rattrapage, mais qui affaiblissent au contraire notre économie parvenue à la frontière de l'innovation ^[8]. La loi travail, quant à elle, s'inscrit dans une vision de l'économie structurée autour des vieilles branches professionnelles et du rapport de force entre capitaines d'industrie et syndicats de salariés, qui n'est plus en phase avec les chaînes de valeur et les modèles d'affaires dans l'économie numérique. Quand les électeurs confrontés à la transition à l'œuvre observent cette politique, ils ne se sentent pas vraiment concernés. Leur impression est qu'on solde les comptes du passé, pas que l'on prépare l'avenir.

Comprendre qui sont les travailleurs d'aujourd'hui

La première pierre à poser pour reconstruire une social-démocratie en phase avec l'économie d'aujourd'hui, c'est de mieux comprendre qui sont les travailleurs que la social-démocratie a pour mission historique de défendre. Or les emplois ouvriers dominent encore notre représentation du monde du travail : quand un dirigeant social-démocrate veut parler d'emploi, il revêt un casque de chantier et part visiter une usine. Pourtant, les formes de travail qu'on trouve aujourd'hui à l'usine sont marginales dans l'économie. La plupart des emplois routiniers, intégrés à l'organisation scientifique du travail, vont même disparaître à terme du fait de l'automatisation, tandis que la main-d'œuvre se redéploiera vers des emplois nouveaux.

En France, les discussions sur ces sujets font parfois référence à un rapport du *think tank* Terra Nova paru en 2011, qui

[8] « Baisse de charges : ça suffit ! », par Nicolas Colin, *L'Obs*, 11 décembre 2016. Voir sur tempsreel.nouvelobs.com

s'intitulait *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?*^[9]. La principale recommandation de ce rapport consistait, pour simplifier, à ce que la gauche se détourne du vote ouvrier pour se tourner vers un nouvel électorat, « la "France de demain" : plus jeune, plus diverse, plus féminisée et plus progressiste sur le plan culturel ».

Le même débat a eu lieu plus récemment aux Etats-Unis. Le récent ouvrage *Sleeping Giant*^[10] décrit la montée en puissance d'une nouvelle classe laborieuse encore absente de notre représentation du monde du travail : les travailleurs dans les secteurs de services de proximité (hôtellerie, restauration, commerce, logistique urbaine, aide à la personne, santé, petite enfance). Contrairement à la classe ouvrière traditionnelle, plutôt blanche et concentrée dans les Etats de la *Rust Belt*, cette nouvelle classe laborieuse est présente dans toutes les grandes villes ; elle compte plus de femmes, de personnes issues des minorités et d'immigrés ; après avoir contribué à porter Barack Obama au pouvoir, elle s'impose comme le nouveau cœur de l'électorat de gauche aux Etats-Unis.

Ce n'est pas la première fois dans l'histoire qu'on observe une telle relève au sein de l'électorat de gauche. Avant l'apparition du marxisme, la « gauche » prenait le parti de travailleurs fédérés par les anciennes corporations : des gens de métier qui se rassemblaient entre détenteurs d'un même savoir-faire. Aux Etats-Unis, cette tradition s'est incarnée dans les fédérations corporatistes de métier (*craft unions*). Elle a prospéré pendant l'ère progressiste, où l'enjeu central était de défendre artisans et petits chefs d'entreprise contre les grands *trusts* issus des transitions techno-économiques du XIX^e siècle (notamment dans les chemins de fer, la sidérurgie et le pétrole). Mais par la suite, les secteurs industriels se sont développés, créant une tension entre deux catégories de travailleurs : les gens de métier (*craftsmen*), qui dominaient encore le monde du travail, et les ouvriers (*industrial workers*), qui se multipliaient à toute vitesse dans les immenses usines des premières entreprises industrielles (dans la sidérurgie à l'âge de l'acier et de l'électricité, puis dans l'automobile à l'âge du fordisme).

**LES EMPLOIS OUVRIERS DOMINENT ENCORE
NOTRE REPRÉSENTATION DU MONDE
DU TRAVAIL : QUAND UN DIRIGEANT
SOCIAL-DÉMOCRATE VEUT PARLER D'EMPLOI,
IL REVÊT UN CASQUE DE CHANTIER
ET PART VISITER UNE USINE**

[9] *Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ?*, par Olivier Ferrand, Romain Prudent, Bruno Jeanbart, Terra Nova, 10 mai 2011. Voir sur tnova.fr

[10] *Sleeping Giant. How the New Working Class Will Transform America*, par Tamara Draut, Doubleday, 2016.



**LA CLASSE LABORIEUSE DE L'INDUSTRIE
ET CELLE DES SERVICES DE PROXIMITÉ ONT
DES CARACTÉRISTIQUES TRÈS DIFFÉRENTES.
L'UNE EST ENCORE SYNDIQUÉE, PAS L'AUTRE.
L'UNE EST PÉRIURBAINE (ON HABITE PRÈS
DES USINES), L'AUTRE URBAINE (ON HABITE
PRÈS DES CLIENTS)**

La gauche, de plus en plus inspirée par le marxisme, a alors « changé de monture » : elle s'est détournée de ses anciens électeurs pour devenir résolument le parti des ouvriers de l'industrie. De nouvelles lignes de partage ont fini par s'établir dans l'électorat. Certains gens de métiers sont restés à gauche et ont fini par rejoindre les syndicats ouvriers ; d'autres ont pris leur indépendance, se sont convertis à une culture d'artisan ou de commerçant et, à mesure que l'industrie dévorerait les activités artisanales du passé, ont lentement dérivé vers la droite. Aux États-Unis et, dans une moindre mesure en France, à cette division entre deux catégories de travailleurs se superposaient des divisions « ethniques » entre Américains ou Français « de souche », plus corporatistes et qualifiés, et travailleurs immigrés ou issus de minorités, qui formaient le gros des troupes des ouvriers non qualifiés dans l'industrie (les Irlandais, les Polonais, les Italiens et les Noirs aux États-Unis ; les Espagnols, les Italiens, puis les Maghrébins en France).

Aujourd'hui, dans une économie à nouveau entrée en transition, on assiste à la même relève entre deux électors naturels pour la gauche : d'un côté, des ouvriers en voie de marginalisation ; de l'autre, une nouvelle classe laborieuse en forte croissance, qui travaille dans des secteurs de service de proximité (désormais les principaux viviers d'emplois, à l'heure de l'automatisation galopante) et compte beaucoup plus de femmes et de personnes issues des minorités.

La classe laborieuse de l'industrie et celle des services de proximité ont des caractéristiques très différentes. L'une est encore syndiquée, pas l'autre. L'une est périurbaine (on habite près des usines), l'autre est urbaine (on habite près des clients). L'une se serre les coudes sur les chaînes d'assemblage à l'usine, l'autre est dispersée, sans opportunité de créer du lien entre employés d'un même secteur. L'une est visible dans notre représentation du monde du travail (la fierté ouvrière, les bleus de travail, les piquets de grève), l'autre est sous nos yeux tous les jours mais inexistante dans notre imaginaire. L'une est homogène sociologiquement (du fait des accords d'entreprise et conventions collectives de branche, qui homogénéisent les

statuts et rémunérations, et des effets de concentration géographique autour des usines), tandis que l'autre est plus diverse (des chauffeurs de VTC aux cuisiniers dans la restauration, en passant par les personnels d'accueil, les aides à domicile ou les chauffeurs-livreurs).

Comme les intérêts de ces deux classes laborieuses ne sont pas alignés (ils sont même opposés dans certains cas), il faut choisir. Cela explique la droitisation du monde ouvrier, tandis que la social-démocratie, tant bien que mal, est en train de redéployer ses forces politiques vers ces nouveaux travailleurs des services de proximité, plus nombreux et plus représentatifs de l'économie d'aujourd'hui.

Les raisons pour lesquelles ça ne paie pas encore électoralement sont différentes d'un pays à l'autre. Aux États-Unis, cette nouvelle classe laborieuse est bien identifiée et même largement majoritaire par rapport aux ouvriers des secteurs industriels. Mais comme l'explique Tamara Draut dans *Sleeping Giant*, ces nouveaux travailleurs sont longtemps restés invisibles. Leur condition est méconnue, car ils ne correspondent pas encore à la représentation du monde. Ils forment une nouvelle « majorité silencieuse », qui vote plutôt démocrate (quand elle vote) ^[11], mais ne fait pas entendre ses revendications car elle ne s'est pas encore organisée pour ça – en tout cas jusqu'aux récentes mobilisations pour obtenir un relèvement du salaire minimum dans la restauration et la grande distribution. Leurs besoins d'habitants des zones urbaines sont décalés par rapport à un débat politique américain encore dominé par une vision rurale et périurbaine du territoire. Leur poids électoral est diminué par un système qui donne une prime aux États les moins peuplés (on l'a vu cette année avec l'élection de Donald Trump malgré un retard de 2 millions de voix par rapport à Hillary Clinton).

En France, en revanche, la social-démocratie n'a pas encore identifié ces nouveaux travailleurs comme le cœur de son électorat. Du fait de la tension sur le marché du logement, du niveau élevé du Smic, de la faible attractivité de certains métiers ou de barrières réglementaires qui freinent la création d'emplois (comme sur le marché des VTC), beaucoup d'emplois dans les services de proximité ne sont tout simplement pas créés alors qu'ils pourraient répondre à une demande solvable.

[11] « There's a new "silent majority," and it's voting for Hillary Clinton », par Matthew Yglesias, *Vox*, 19 octobre 2016. Voir sur www.vox.com



Du coup, les travailleurs des services de proximité pèsent relativement moins dans l'électorat, même par rapport à la catégorie déclinante des ouvriers dans l'industrie – de même, si on avait freiné l'essor des usines au XIX^e siècle, cela aurait mécaniquement réduit le poids de la classe ouvrière et privé la gauche du XX^e siècle de sa base électorale la plus emblématique. Par ailleurs, la gauche française exprime encore du dédain pour ces travailleurs occupant des emplois de mauvaise qualité. Son discours est empreint de l'idée qu'il faut normaliser ces emplois en les rapprochant du paradigme fordiste (les transformer en emplois salariés à temps plein en CDI). Or l'enjeu, dans la « grande transformation » actuelle, est moins de rétablir les catégories du passé que de faire preuve d'imagination pour préparer l'avenir.

Quelles institutions pour l'économie numérique ?

Comme l'a prouvé la révolution conservatrice, la social-démocratie n'est pas assurée de l'emporter à chaque « grande transformation ». Mais l'idéologie conservatrice qui triomphe encore aujourd'hui n'est plus conquérante. Au contraire, elle est entièrement vouée à la défense du statu quo (pourtant discrédité par la crise de 2008) et a tout à perdre à imaginer de nouvelles institutions plus en phase avec l'économie numérique. C'est donc la social-démocratie, sous une forme ou sous une autre, qui a les meilleures chances de dominer demain et d'orchestrer la mise en place des institutions qui rendront l'économie numérique plus soutenable et plus inclusive. Elle resterait ainsi fidèle à sa mission dans l'histoire : soutenir le développement du capitalisme en contenant ses excès.

Encore faut-il que la social-démocratie se transforme pour porter ses valeurs dans un monde nouveau. Pour cela, elle doit relever bien des défis : plonger dans l'économie numérique pour mieux la comprendre ; établir un rapport de force constructif avec les entreprises numériques plutôt que les diaboliser systématiquement et entraver leur croissance ; identifier et couvrir les nouveaux risques critiques auxquels sont exposés les individus dans l'économie numérique ; se rapprocher des segments en croissance de l'électorat susceptibles d'adhérer à ses valeurs ; imaginer de nouveaux services publics pour redonner sa légitimité à l'intervention de l'Etat ; faire émerger de nouveaux dirigeants pour porter et incarner cet effort d'imagination radicale.

Il est encore tôt pour cerner les contours d'une social-démocratie transformée. Les Etats-Unis, pourtant les plus avancés dans leur transition numérique, n'ont eux-mêmes pas encore mis à jour de nouvelle version du contrat social en phase avec l'économie numérique.

Dans cet effort, il faut d'ailleurs se garder des positions simplistes. A cet égard, la passion montante d'une partie de la social-démocratie pour le revenu minimum universel est désolante. Par sa simplicité (apparente), ce dispositif séduit les ingénieurs et entrepreneurs de la Silicon Valley, qui commencent tout juste à s'intéresser aux politiques sociales. Le résultat, malheureusement, est qu'il monopolise l'attention au détriment d'enjeux autrement plus critiques, comme l'universalité de l'accès aux soins, le logement dans les zones urbaines tendues ou la soutenabilité des régimes de retraite sur le long terme ^[12]. La justice sociale peut-elle se réduire à la distribution d'un revenu universel ? Les sociaux-démocrates ne peuvent-ils pas imaginer d'autres institutions que le virement à tous les citoyens de quelques centaines d'euros par mois ? Aujourd'hui, les échanges entre ceux qui comprennent la transition numérique et ceux qui comprennent les politiques sociales sont encore trop rares.

LA JUSTICE SOCIALE PEUT-ELLE SE RÉDUIRE À LA DISTRIBUTION D'UN REVENU UNIVERSEL ? LES SOCIAUX-DÉMOCRATES NE PEUVENT-ILS PAS IMAGINER D'AUTRES INSTITUTIONS QUE LE VIREMENT À TOUS LES CITOYENS DE QUELQUES CENTAINES D'EUROS PAR MOIS ?

La social-démocratie retrouvera sa légitimité si elle contribue à mettre en place de nouvelles institutions, notamment de négociation collective et de protection sociale, pour sécuriser les travailleurs dans les nouvelles formes d'emploi et ménager au capitalisme les conditions d'un développement plus solidaire. Si l'on reconsidère son héritage historique, la social-démocratie doit aujourd'hui relever au moins trois défis : la protection sociale, le rôle des syndicats et le rôle de l'Etat lui-même.

S'agissant de la protection sociale, le chantier prioritaire est de découpler la couverture sociale et le contrat de travail pour accompagner des parcours professionnels de plus en plus intermittents, dans lesquels on va souvent cumuler plusieurs statuts d'emploi au même moment. Au-delà, une

[12] « Enough With This Basic Income Bullshit », par Nicolas Colin, *TheFamily Papers* n° 27, 9 septembre 2016. Voir sur salon.thefamily.co



réflexion d'ensemble est à engager sur les risques sociaux les plus critiques dans l'économie numérique. Contrairement aux mantras habituels, c'est moins l'insuffisance de formation (rendue en réalité plus ouverte et plus accessible grâce aux technologies numériques ^[13]) que d'autres risques, comme celui de ne pas pouvoir se loger à un prix abordable dans les grandes villes (où se concentrent désormais les emplois et les opportunités), qui appellent la mise en place de nouveaux régimes d'assurance sociale et de nouveaux modes de régulation de certains marchés.

Les syndicats ont joué un rôle décisif dans l'histoire de la social-démocratie. Aujourd'hui affaiblis, ils pourraient renaître sous une autre forme en s'emparant des technologies numériques dans l'intérêt de leurs mandants : l'exploitation des données et la mise en réseau des travailleurs sont extraordinairement prometteuses pour la mobilisation et la négociation collectives. Tout en

**LES SYNDICATS ONT JOUÉ UN RÔLE DÉCISIF
DANS L'HISTOIRE DE LA SOCIAL-DÉMOCRATIE.
AUJOURD'HUI AFFAIBLIS, ILS POURRAIENT
RENAÎTRE SOUS UNE AUTRE FORME EN
S'EMPARANT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES
DANS L'INTÉRÊT DE LEURS MANDANTS**

renouvelant leurs modalités d'action, les syndicats devraient aussi se tourner vers les nouveaux travailleurs de l'économie des services de proximité plutôt que se cantonner aux formes et secteurs d'emploi plus traditionnels de l'économie fordiste. Ils pourraient aussi tirer parti de la montée des clients et utilisateurs comme partie prenante la plus puissante vis-à-vis de l'entreprise : aux Etats-Unis, les récentes mobilisations syndicales en faveur d'un relèvement du salaire minimum ont été couronnées de succès grâce à une alliance inédite avec les consommateurs et leurs représentants.

La troisième question critique est celle du rôle de l'État. Celui-ci a été l'instrument privilégié de la social-démocratie dans ses efforts pour « encadrer » le marché dans les relations sociales. Mais aujourd'hui, alourdi par la bureaucratie et vérolé par les intérêts corporatistes, il n'a plus l'efficacité ni la légitimité qui le caractérisaient à l'époque de la social-démocratie conquérante.

La vision optimiste d'un « Etat plate-forme » renvoie à l'idée que, dans une économie plus numérique, l'État doit s'allier avec d'autres – les entrepreneurs, les développeurs, les desi-

[13] « Formation : éviter les voies de garage », par Nicolas Colin, *L'Obs*, 30 décembre 2016. Voir sur tempsreel.nouvelobs.com

gners, la multitude des individus connectés en réseau – s’il veut recouvrer sa capacité d’agir et mieux exploiter les nouvelles opportunités issues des technologies numériques. L’opération des services publics par l’État convenait à l’économie fordiste et à l’idée que la standardisation était la condition de l’universalité et d’un coût plus bas. Dans une économie où les technologies numériques et la mise en réseau de la multitude des individus permettent de rendre à chacun un service peu coûteux mais personnalisé, il est nécessaire de repenser les modes d’opération des services. Pour la social-démocratie, il en va de la qualité du service public, et donc de sa légitimité vis-à-vis d’usagers qui contribuent à le financer.

Une autre vision de l’avenir est celle de l’effacement de l’État au profit de la prise d’indépendance des grandes villes. Pour la social-démocratie, il pourrait s’agir d’une sorte de déplacement de l’échelle d’action. L’intuition est que c’est à l’échelle des grandes métropoles (des écosystèmes économiques et sociaux dynamiques et intégrés), plutôt qu’à celle de la nation, que pourront être imaginées les institutions d’une économie numérique plus soutenable et inclusive ^[14] – avant, le cas échéant, d’être étendues à l’ensemble du territoire national (de même que les sociétés de secours mutuel du XIX^e siècle ont préfiguré la Sécurité sociale mise en place à la Libération).

Dans l’état où elle est aujourd’hui, la social-démocratie a tout à gagner à s’engager dans une démarche approfondie de remise à niveau et de transformation. Les enjeux dépassent d’ailleurs le seul avenir de la gauche. Une « grande transformation » est une phase où l’on passe d’un paradigme économique à l’autre sans avoir encore les bonnes institutions. C’est le moment de tous les dangers, où l’on tâtonne pour trouver une organisation acceptable, où les tensions sont fortes entre ceux qui s’acharnent à restaurer l’ordre ancien et ceux qui réalisent que le monde a changé et qu’il faut imaginer des institutions nouvelles. Lors de la transition vers le fordisme, cette tension n’a pris fin qu’après la Seconde Guerre mondiale. Personne ne souhaite en repasser par là aujourd’hui. ■

[14] « The Most Disruptive Transformation in History », par Richard Florida, *Medium*, 1^{er} décembre 2016. Voir sur medium.com



Bibliographie

Andreessen M., 2011, « Why Software Is Eating the World », *The Wall Street Journal*, 20 décembre. Voir sur www.wsj.com

Baer K., 2000, *Reinventing Democrats. The Politics of Liberalism from Reagan to Clinton*, Lawrence, University Press of Kansas.

Blyth M., [2002] 2012, *Great Transformations. Economic Ideas and Institutional Change in the Twentieth Century*, New York, Cambridge University Press.

Casselman B., 2016, « Americans Don't Miss Manufacturing – They Miss Unions », *FiveThirtyEight*, 13 mai. Voir sur fivethirtyeight.com

Colin N. et Verdier H., [2012] 2015, *L'âge de la multitude. Entreprendre et gouverner après la révolution numérique*, Armand Colin.

Colin N. et Palier B., 2015, « The Next Safety Net. Social Policy for the Digital Age », *Foreign Affairs*, juin. Voir sur www.foreignaffairs.com

Colin N., 2015, *La richesse des nations après la révolution numérique*, Terra Nova, octobre. Voir sur tnova.fr

Colin N., 2016, « Expérimenter dans une économie en transition », *Nouveaux Cahiers du Conseil constitutionnel* n° 52, juin, pp. 17-25.

Colin N., 2016, « A New Corporate Contract for the Digital Age », *Global Drucker Forum*, 19 octobre. Voir sur www.druckerforum.org/

Colin N., 2016, « HEDGE: Liberal Institutions for the Entrepreneurial Age », *The Family Papers*, novembre. Voir sur salon.thefamily.co

Gould Ph., [1998] 2011, *The Unfinished Revolution. How New Labour Changed British Politics Forever*, Londres, Abacus.

Graetz M. J. et Mashaw J. L., True Security. Rethinking American Social Insurance, New York, Yale University Press, 1999.

Lichtenstein N., [2002] 2013, *State of the Union. A Century of American Labor*, Princeton, Princeton University Press.

Moretti E., [2012] 2013, *The New Geography of Jobs*, Mariner Books.

O'Reilly T., 2015, « Networks and the Nature of the Firm », *What's the Future of Work?*, 14 août. Voir sur medium.com/the-wtf-economy/

O'Reilly T., 2015, « Workers in a World of Continuous Partial Employment », *What's the Future of Work?*, 31 août. Voir sur medium.com/the-wtf-economy/

Perez C., 2003, *Technological Revolutions and Financial Capital. The Dynamics of Bubbles and Golden Ages*, Cheltenham, Edward Elgar Pub.

Pezziardi P. et Verdier H., 2017, *Des startups d'Etat à l'Etat plateforme*, Fondation pour l'innovation politique, janvier.

Polanyi K., [1944] 1983, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard.

Zunz O., [1998] 2000, *Le siècle américain. Essai sur l'essor d'une grande puissance*, Paris, Fayard.